



Nantes, le 21 mars 2023.

## Action symbolique devant Saint-Joseph du Loquidy – Communiqué intersyndical

*Ce mercredi 20 mars, des personnels de l'éducation, parents et lycéen-nes ont organisé une action devant l'établissement privé Saint-Joseph-du-Loquidy à Nantes. Cette action de visibilité entre dans le cadre de la mobilisation des personnels contre la réforme dite du « choc des savoirs » et pour l'octroi de moyens supplémentaires dans l'Éducation publique. Les personnes mobilisées ont symboliquement bloqué les entrées du lycée, entre 7h et 10h. Suite à cette action, la sénatrice Laurence Garnier s'est empressée de communiquer des mensonges éhontés. Nous lui répondons par ce communiqué.*

Dans son communiqué, Laurence Garnier parle d'une situation « *d'extrême gravité, tendue* » et « *à même de dégénérer* ». Elle évoque même « *des insultes, des violences physiques et des propos discriminants* » et ose demander des poursuites judiciaires contre les personnels mobilisés. Elle reprend un récit véhiculé par *Le Figaro*.

Ces accusations extrêmement graves ont déchaîné une foule de réactions insultantes et racistes sur les réseaux sociaux. Surtout, ces accusations ne correspondent en rien à la réalité. La violence mentionnée par la sénatrice n'a pas eu lieu. Si les échanges étaient parfois animés, nous étions bien loin de la situation traumatisante décrite. Tou-te-s les manifestant-es ont agi de manière pacifiste, conscients et conscientes du caractère symbolique d'une action qui ne vise ni les personnels, ni les élèves mais bien les politiques publiques qui accentuent la ségrégation sociale.

La violence n'est pas là où le croit la sénatrice.

La violence, c'est d'abord celle des gouvernements successifs qui – depuis des décennies de réformes libérales – détruisent méthodiquement le service public d'éducation.

Cette violence, nous la constatons, elle est sous nos yeux, dans nos écoles et nos établissements, chaque jour, et ce sont les personnels et les élèves qui la subissent de plein fouet.

Ce sont les élèves en situation de handicap qui n'ont pas d'AESH pour les accompagner.

Ce sont des classes surchargées, qui accueillent jusqu'à 35 élèves.

C'est vouloir dépenser 2,5 milliards d'euros par an pour des uniformes tandis que le salaire des personnels sont bloqués.

C'est organiser l'école du tri social en mettant en place des groupes de niveau et qui n'ont pour d'autre vocation que d'exclure toujours plus tôt des classes populaires.

Saint-Joseph-du-Loquidy est un établissement dit « *d'excellence* » privé catholique à Nantes, connu pour être particulièrement réactionnaire. Comme beaucoup d'établissements privés, il est exempté de la mise en place de la réforme du choc des savoirs et donc de la constitution de groupes de niveaux. Il est de ces établissements qui cultivent l'entre-soi d'une bourgeoisie qui n'a qu'un objectif : maintenir - coûte que coûte - sa position privilégiée dans l'espace social. À titre d'exemple, à Nantes 40 % des élèves sont dans l'enseignement privé mais ils représentent... 75 % des Catégories Socio-Professionnelles Supérieures (CSP+).

L'action organisée ce mercredi 20 mars vise à dénoncer des inégalités criantes, au premier rang desquelles le financement du privé par l'Éducation Nationale. Ce faisant, elle organise et finance la ségrégation scolaire. Cela est d'autant plus vrai que les lois de finance successives favorisent toujours davantage l'école privée, dont le budget augmente plus vite que celui de l'enseignement public.

Les organisations syndicales appellent immédiatement à la fin du financement de l'école privée avec de l'argent public et revendiquent la nationalisation de l'enseignement privé.

Enfermée dans ses réflexes réactionnaires et désireuse de diaboliser tout mouvement progressiste, Laurence Garnier - qui n'a par ailleurs jamais réagi au blocage d'un établissement public - affabule. La manœuvre est grossière et nous la dénonçons fermement. Nous lui demandons des excuses publiques.